

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 22/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HERBIGNAC CHEESE INGREDIENTS

La Gassun
44410 HERBIGNAC

Références : N4-2022-701-HCI-RI

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement HERBIGNAC CHEESE INGREDIENTS implanté La Gassun 44410 HERBIGNAC. L'inspection a été annoncée le 14/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HERBIGNAC CHEESE INGREDIENTS
- La Gassun 44410 HERBIGNAC
- Code AIOT dans GUN : 0006301007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société HERBIGNAC CHEESE INGREDIENTS (HCI) fait partie de la branche lait EURIAL du groupe AGRIAL. Elle est spécialisée dans la production de fromage mozzarella et de caséine, la valorisation des coproduits issus de la fabrication de fromage et de caséine et la concentration et le séchage de produits laitiers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- installations de réfrigération à l'ammoniac ;
- dispositions sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
système de détection	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Sans objet
circuits et détecteurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Sans objet
canalisations et vannes de coupures	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8 et 51	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
déclaration des accidents ou incidents	Code de l'environnement du 24/12/2020, article R.512-69	/	Sans objet
information sur les dangers de l'acide nitrique	Règlement européen du 16/12/2008, article 19	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
registre ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7	/	Sans objet
surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	/	Sans objet
contrôle des installations	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	/	Sans objet
inaccessibilité des installations	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 21	/	Sans objet
formation du personnel	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54	/	Sans objet
évacuation des fumées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45	/	Sans objet
EPI	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53	/	Sans objet
acide nitrique < 26.5%	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 1.2	/	Sans objet
prise en compte de la situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté un bon suivi des interventions réalisées sur les installations de réfrigération à l'ammoniac. Le cadre organisationnel est satisfaisant : personne désignée pour l'exploitation des installations, formation du personnel et inaccessibilité des installations.

En revanche, l'inspection a mis en évidence deux non-conformités :

- la ventilation d'urgence n'a pas fonctionné lors de la fuite du 23/06/22, l'alimentation électrique ayant été coupée sur l'ensemble du site. Or elle aurait dû fonctionner à la suite du déclenchement de la détection entraînant l'arrêt des installations et la mise en route de l'alarme et donc aurait dû être secourue électriquement ;
- le bâtiment de la salle des machines 3 présente de nombreuses fissures et un trou important au niveau du passage de canalisations vers l'extérieur ;

ainsi que les points suivants à améliorer :

- la localisation des détecteurs sur les plans et leurs fonctionnalités sont à clarifier ;
- l'efficacité de la détection du dispositif de mise en sécurité du site en cas de fuite d'ammoniac est à interroger : détecteurs en nombre suffisant ? mesures en cas de défaillance ?
- la fréquence de dégivrage des installations (vannes) est à augmenter.

S'agissant de la prise en compte de la situation de sécheresse, l'inspection a permis de vérifier que le niveau de vigilance était connu et que les actions définies dans l'AP d'autorisation sont mises en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : registre ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les installations NH3 sont suivies par un prestataire. Un tableau comportant, par salle des machines et par année, la liste des apports en NH3 réalisés pour compenser fuites et pertes lors de travaux est présenté à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.
Constats : La décision du 17/06/22, désignant nommément le responsable maintenance, responsable de la surveillance des installations de réfrigération, a été présentée à l'inspection. Cette personne est formée aux spécificités des installations NH3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : contrôle des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a confié au prestataire extérieur le contrôle annuel des installations NH3 sur la conformité à l'arrêté ministériel du 16/07/1997. Ce suivi prend la forme d'un rapport annuel distinct pour chaque installation de réfrigération et par salle des machines. Le suivi des non-conformités et des interventions a été présenté. Les interventions sont tracées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : inaccessibilité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef, etc.).
Constats : L'accès aux installations NH3 nécessite une clef électronique. Une liste des personnes disposant de l'accès est tenue à jour. Selon l'exploitant, un comité de pilotage a été mis en place récemment pour délivrer les accès aux zones sensibles du site. Les prestataires sont systématiquement accompagnés pour y accéder.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel. Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci. Cette formation doit notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations utiles sur l'ammoniac ;- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ;- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : L'exploitant réalise des formations NH3 sur 2 jours pour une liste de personnes désignées sur le site. L'exploitant a annoncé qu'il prévoit un recyclage de cette formation tous les 3 ans. Le contenu de la formation n'a pas été examiné. Une liste de personnes formées et autorisées à la conduite des installations de réfrigération à l'ammoniac a été présentée. La formation date de 2018 (d'où le projet de recyclage périodique). En plus de son personnel, l'exploitant peut faire appel à son prestataire spécialisé. Depuis janvier 2022, un accueil sécurité, incluant une sensibilisation au risque NH3, est mis en place pour l'ensemble des nouvelles personnes travaillant sur le site.
Observations : L'exploitant doit veiller à ce que cette liste interne soit à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants : <ul style="list-style-type: none">- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle. Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur. Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.
Constats : Une fuite d'NH3 a eu lieu le 23/06/22 en salle des machines n°3 (SDM3), à la suite d'une coupure générale d'électricité sur le site. Toutes les installations de réfrigération NH3 se sont arrêtées et les vannes automatiques sur les circuits se sont fermées. Le seuil 2 de détection d'ammoniac a été franchi (1000 ppm), conduisant à l'évacuation du site. Une intervention avec appareil respiratoire isolant a été conduite dans la SDM, le SDIS a été informé ainsi que l'inspection des installations classées. Après investigation, il s'est avéré que la fuite, de l'ordre d'1 litre de NH3 selon l'exploitant, s'est produite à l'occasion d'un coup de bélier, une vanne s'étant fermée trop rapidement. En application de l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant adressera sous 2 mois (délai à partir de la date d'incident) à l'inspection des installations classées un rapport détaillé sur l'analyse des causes et des conséquences de cet incident et sur les mesures prises ou envisagées, avec calendrier de réalisation, pour éviter un événement similaire. Lors de cet incident, la ventilation d'urgence n'a pas fonctionné, l'alimentation électrique ayant été coupée sur l'ensemble du site. Or cette ventilation aurait dû être secourue électriquement afin de pouvoir fonctionner. L'exploitant doit faire le nécessaire pour respecter l'article 42 concernant les mesures d'urgence en cas de franchissement des deux seuils de sécurité. Il informera l'inspection des installations classées, sous un mois, des mesures prises en ce sens avec proposition de calendrier de réalisation ainsi que de la quantité de NH3 rechargée suite à cet incident.
Observations : Selon la norme NF 378-3 version 2008 § 6 : " l'alimentation en puissance électrique d'un système de réfrigération doit être disposée de façon à pouvoir être coupée indépendamment de l'alimentation électrique des autres équipements en général, et en particulier [...] d'alarme et autres équipements de sécurité. [...]."
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : circuits et détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées. [...]</p>
Constats : Les 2 salles des machines visitées lors de l'inspection (SDM2 et SDM3 ainsi que les combles de cette dernière) disposent bien de détecteurs. <p>La présence de détecteurs a été constatée : 4 détecteurs en SDM n°2 et 6 en SDM n°3.</p> <p>En revanche, les plans des installations et des détecteurs affichés sur les bâtiments n'ont pas permis de vérifier la localisation précise des détecteurs, ni leurs fonctionnalités. Ces plans sont donc à améliorer ou à compléter par des schémas. En particulier, il convient d'identifier les détecteurs visés par l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 assurant, en cas de fuite, l'alerte et l'alarme, l'arrêt d'urgence et la mise en route de la ventilation d'urgence (extracteur). Les détecteurs permettant d'actionner la fermeture des vannes automatiques doivent également être clairement identifiés. Ces détecteurs doivent être implantés de manière à détecter efficacement les fuites, entretenus et en nombre suffisant. En cas de défaillance, l'exploitant doit pouvoir être informé rapidement (par exemple, par report en salle de contrôle, inspection fréquente du bon fonctionnement des détecteurs,...) et être en mesure d'y pallier rapidement afin de maintenir la détection.</p> <p>En outre, l'exploitant doit s'assurer que le nombre de détecteurs répondant à l'article 42, dans une même zone de possible fuite d'ammoniac, est suffisant, en particulier dans le cas d'un seul détecteur actionnant la mise en sécurité des installations.</p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées, sous un mois, les mesures prises pour disposer de plans ou schémas de localisation des détecteurs avec leurs fonctionnalités, dont ceux visés par l'article 42, avec les moyens mis en oeuvre pour assurer en permanence l'efficacité de la détection en cas de fuite.</p>
Observations : Ces détecteurs doivent être secourus par une alimentation électrique de secours différente de celle de l'alimentation générale des installations, interrompue en cas de fuite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : canalisations et vannes de coupures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8 et 51
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : article 8 : Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture. article 51 : Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolée par une ou des vannes de sectionnement manuelles située(s) au plus près de la paroi du réservoir. Ce dispositif devra être, si nécessaire, complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive qui devra notamment se fermer en cas d'arrêt d'urgence ou de détection d'ammoniac au deuxième seuil défini à l'article 42. Les canalisations doivent être les plus courtes possibles et de diamètres les plus réduits possibles, cela visant à limiter au maximum les débits d'émission d'ammoniac à l'atmosphère. De plus, elles doivent être efficacement protégées contre les chocs et la corrosion. Les sorties des vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne etc.). Les canalisations sont maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Leur bon état de conservation doit pouvoir être contrôlé selon les normes et réglementations en vigueur. Ces contrôles donnent lieu à compte rendu et sont conservés durant un an à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les installations visitées disposent effectivement de vannes de coupure (manuelles et automatiques). En revanche, il a été constaté une présence excessive de glace sur les installations. Des dégivrages plus réguliers sont à réaliser par l'exploitant, afin de respecter l'obligation d'accessibilité des installations (article 8 de l'arrêté du 16/07/97). L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées, sous un mois, les mesures prises ou envisagées en ce sens. A cette occasion, il précisera si les vannes de sectionnement citées à l'article 51 (automatiques et manuelles) sont clairement identifiées et sont facilement repérables si besoin d'intervention en urgence (par exemple sur un plan de localisation, étiquetage,...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : évacuation des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.
Constats : Les salles des machines visitées comportaient des trappes de désenfumage. Les commandes d'ouverture ont été constatées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : EPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans l'installation frigorifique : <ul style="list-style-type: none">- des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum deux) adaptés aux risques présentés par l'ammoniac ;- des gants, en nombre suffisant, qui ne devront pas être détériorés par le froid, appropriés au risque et au milieu ambiant ;- des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par l'ammoniac doivent être conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation ;- des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués. <p>L'ensemble de ces équipements de protection doit être suffisamment éloigné des réservoirs, accessible en toute circonstance et situé à proximité des postes de travail. Ces matériels doivent être entretenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés à proximité d'un point d'eau et à l'abri des intempéries.</p> <p>L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste est maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.</p>
Constats : Pour les deux salles des machines visitées (SDM2 et SDM3), les EPI sont présents dans des armoires en entrée de SDM : masques, gants et vêtements de protection. Ils sont contrôlés annuellement. Une fiche de procédure est présente dans chaque armoire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : déclaration des accidents ou incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/12/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'état des compléments de charges effectués sur la salle des machines n°1 indique que, le 13/07/2021, 225 kg d'ammoniac ont été rechargés à la suite d'une fuite (l'installation étant en principe chargée à 1530 kg). S'agissant d'un incident notable susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, l'exploitant aurait dû signaler l'événement à l'inspection des installations classées. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un mois, un rapport d'incident précisant a minima les causes de cet incident, les éventuelles conséquences, les mesures prises et les actions correctives mises en place pour éviter qu'il ne se reproduise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : acide nitrique < 26.5%

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, NH3
Prescription contrôlée : Par arrêté préfectoral du 16 mai 2022, HCI est autorisé à stocker 21.6 tonnes de liquides relevant désormais de la rubrique ICPE 4130-2-a (dont acide nitrique à 58%). Ce classement est lié à l'évolution des mentions de dangers de cette substance (réglementation CLP). Dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, HCI a indiqué remplacer une partie de l'acide nitrique 58% stocké dans les cuves en vrac des ateliers "atelier PS" et "Fromagerie" par de l'acide nitrique < 26.5% (non classé au titre de la rubrique 4130-2-a), afin de ne pas atteindre le seuil Seveso au titre de la rubrique 4130.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que la cuve d'acide nitrique pour l'atelier PS est affiché à une concentration de 26%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : information sur les dangers de l'acide nitrique

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 19
Thème(s) : Produits chimiques, étiquetage
Prescription contrôlée : L'étiquette comporte le ou les pictogramme(s) de danger pertinent(s), destiné(s) à transmettre les informations spécifiques sur le danger concerné.
Constats : Sans préjudice des autres obligations relatives à l'information sur les dangers présentés par l'acide nitrique et les mesures de prévention des risques, et notamment au titre du code du travail, il a été constaté que la cuve extérieure de stockage de l'acide nitrique en concentration < à 26,5 % ne comporte que le nom de la substance et sa concentration (26 %). Il ne comporte pas de pictogramme de danger, ni autre mention d'information sur les risques présentés par le produit. Or, selon l'étude de dangers (page 57), ce produit présente une mention de danger H332 (tox cat.4 par inhalation -"irritant") ce qui conduit à l'obligation d'apposer à l'intention des utilisateurs un pictogramme associé (GHS07 : altère la santé). L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées, sous un mois, les dispositions prises pour informer sur les dangers présentés par l'acide nitrique, sur le stockage du produit et/ou éventuellement à proximité immédiate, en conformité avec la fiche de données de sécurité du produit (à transmettre).
Observations : selon la page 266 de son étude de dangers, l'exploitant a écrit : "§3.2.2.1 [...] à l'intérieur de l'installation, les contenants portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger.[...]." Compte-tenu de la proximité entre la cuve d'acide nitrique et la cuve de soude, il est rappelé qu'à la suite de l'accident (mélange de produits incompatibles) survenu sur le site le 15/01/2013 (ARIA 43288), l'identification des cuves et des canalisations de dépotage fait partie des mesures correctives prises par l'exploitant pour éviter que cet accident se reproduise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : prise en compte de la situation de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 3.7.1
Thème(s) : Autre, sécheresse
Prescription contrôlée : Connaissance du niveau de vigilance "sécheresse" et mise en œuvre des actions définies à l'article 3.7.1 de l'AP du 16/05/22.
Constats : Le niveau de vigilance en vigueur le jour de l'inspection est connu : vigilance. Des actions sont mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none">- information et sensibilisation du personnel sur les économies d'eau- renforcement du suivi des consommations- limitation du nettoyage des camions- renforcement de la surveillance des TAR
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet